

La société française à la fin du XXe siècle

Plan du cours

Crise de logement

Cités-dortoirs

Rebellions urbaines

La crise de logement de l'après-guerre

Dans les années 1940 et 1950 la France a connu une profonde crise de logement.

Les raisons :

la destruction d'environ 1.000.000 logement durant la guerre

La forte demande pour des habitations en ville, due

à la croissance démographique

à l'arrivée d'immigrés (3.000.000 en 1954)

à l'arrivée des pieds-noir d'Algérie

à l'exode rural et au développement industriel favorisant l'urbanisation.

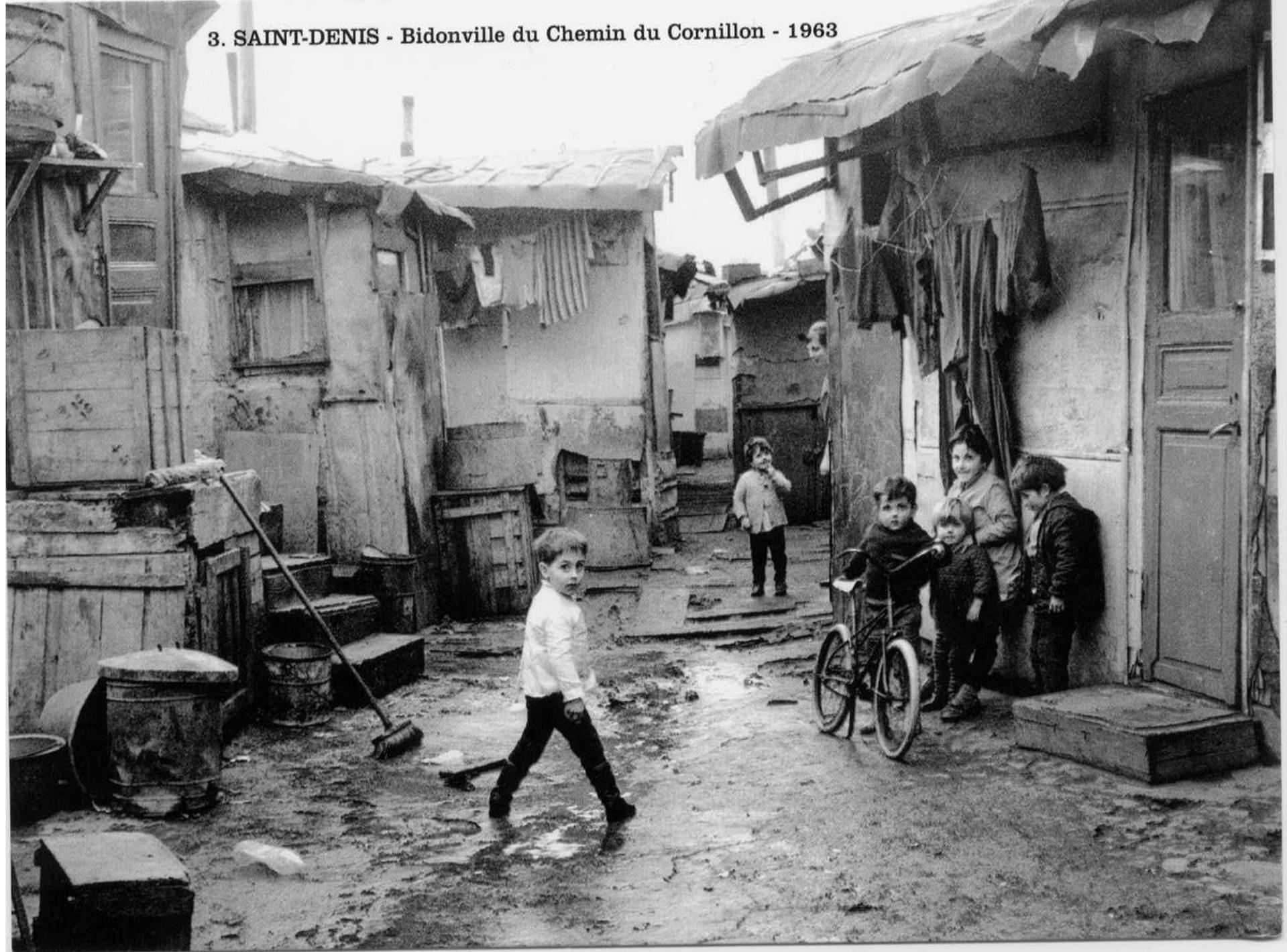
Caen - 1944-1945. — 12, Rue Basse.

Il faut bien habiter quelque part !

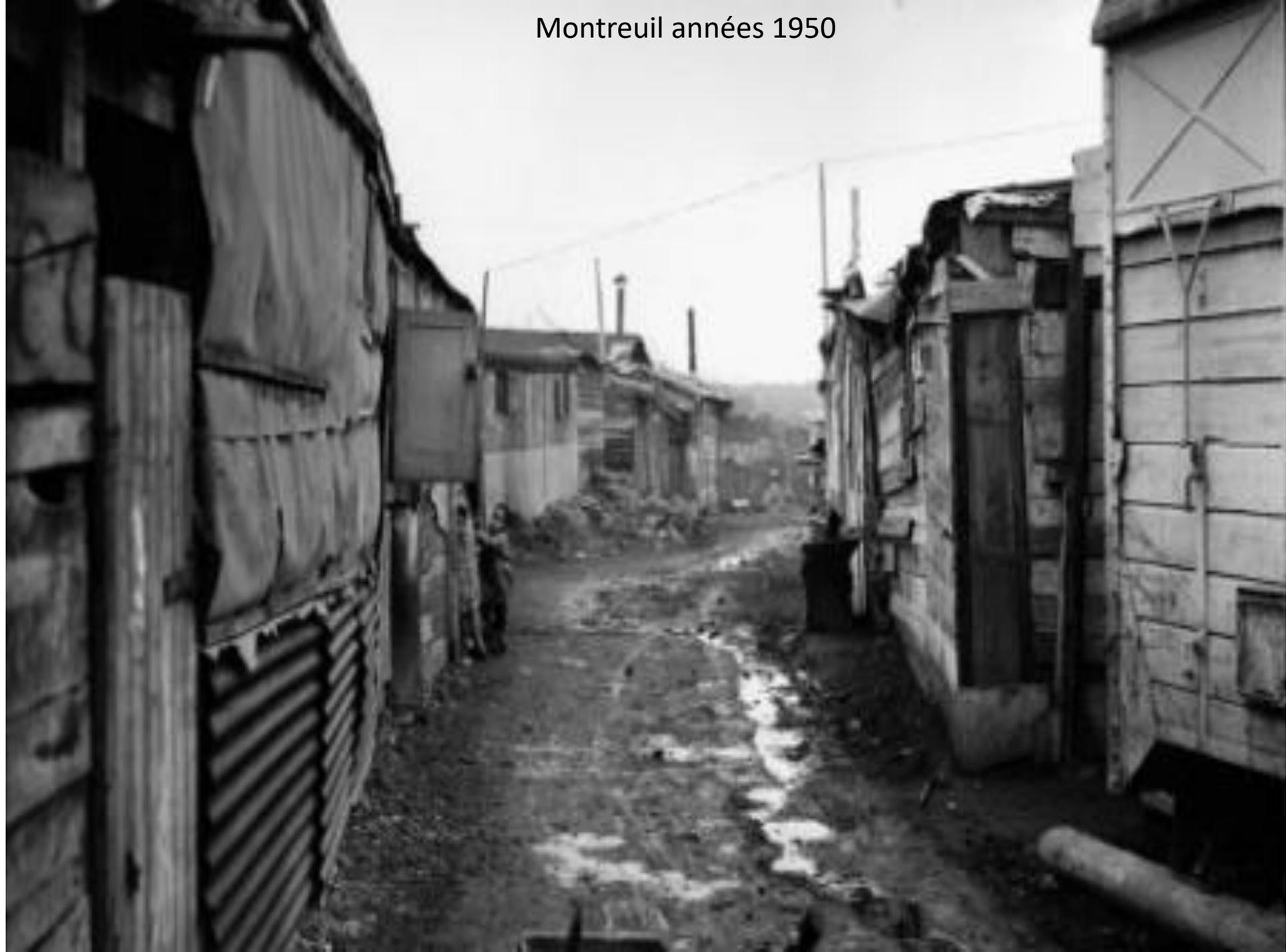




3. SAINT-DENIS - Bidonville du Chemin du Cornillon - 1963



Montreuil années 1950





4

Des conditions de vie difficiles

● Bidonville de Nanterre, 1969. À leur arrivée en France, les conditions de logement des immigrants se révèlent insuffisantes. Beaucoup s'entassent dans des chambres meublées, dans des dortoirs. D'autres se retrouvent dans des baraques de chantier voire des bidonvilles. En 1970, en région parisienne, on compte plus d'une centaine de bidonvilles.

Les « cités-dortoirs »

L'Etat français a cherché à pallier au manque de logements, en favorisant dans les années 1960 et 1970 la construction, rapidement et à bon marché, d'habitations collectives.

Ces grands ensembles se situaient dans des zones éloignées du centre-ville, accessibles grâce au développement du réseau ferroviaire.

Ils offraient des logements plus propres et plus vastes que les logements populaires du centre-ville, avec sanitaire et chauffage central, à des loyers modérés.

Mais ces « cités-dortoirs » étaient isolées du centre-ville et manquaient d'équipements collectifs.

Elles ont été habitées initialement par des ouvriers et employés autochtones, puis, progressivement de plus en plus par des familles d'immigrés.



Vue de Sarcelles dans les années 1960.







Rébellion urbaines

Les « cités-dortoirs » sont devenues le centre de fortes agitations sociales à partir des années 1980, perçues comme un véritable problème national.

Les incidents violents, qui se produisent fréquemment dans ces lieux (vols de voitures, mise à sac de bâtiments publics, incendies de bâtiments et de véhicules, magasins dévalisés, affrontements avec la police) sont fortement médiatisés et dénoncés par la classe politique.

Du coup, c'est population étrangère résidant majoritairement dans ces banlieux qui s'est trouvée stigmatisée, victime souvent d'injustices, de violences policières et crimes racistes.

Certains sociologues expliquent ces actes comme une réaction à l'exclusion spatiale et l'injustice sociale et comme une volonté de participer à la consommation (voitures volées, magasins dévalisés).

Ces actes, en entretenant une image négative des banlieux, comme des espaces où sévit la délinquance juvénile et prévaut l'insécurité, ont fortement nourri le racisme et la xénophobie tout au long du XXe et l'islamophobie à partir du XXIe.



NIQUE LA POLICE





STOP

HUMILIATIONS
RACISME
VIOLENCES

DE LA

POLICE

JUSTICE POUR THÉO





